



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Région Bourgogne-France-Comté
Unité Départementale de la Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société MICHEL LOGISTIQUE SARL

Commune de LONGVIC (21600)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-1 à 12, L. 172-1 et L. 511-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 janvier 2002 autorisant la société MICHEL LOGISTIQUE SAS, dont le siège social est situé ZAC Epinal 88026 NOMEXY, à exploiter les installations de son établissement sis bd Eiffel - 21600 LONGVIC ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement rédigé suite à l'inspection du 28 juin 2016 qui a fait l'objet d'une transmission à l'exploitant par courrier du 28 juin 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les courriels transmis par l'exploitant les 25 juillet 2016 et 29 août 2016 ;

Considérant que lors de la visite du 28 juin 2016, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté la non-conformité persistante à l'article 27.5.1 déjà constatée lors des visites des 8 février 2010, 26 avril 2011, 21 mars 2013 et 9 avril 2014 ;

Considérant que lors de la visite du 28 juin 2016, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté la non-conformité aux articles 14 et 15 déjà constatée lors des visites des 21 mars 2013 et 9 avril 2014 ;

Considérant que les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ne sont pas garantis ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTÉ

Article 1 - Objet

La société MICHEL LOGISTIQUE SAS, dont le siège social est situé est situé ZAC Epinal 88026 NOMEXY, est mise en demeure, pour son établissement sis bd Eiffel - 21600 LONGVIC, de respecter :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : en tous points les prescriptions des articles 14, 15 et 27.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 janvier 2002 en mettant en conformité ses rejets en eaux pluviales et en disposant des moyens requis pour la lutte contre un incendie.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de la commune de LONGVIC, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne – Franche-Comté et le Directeur de la Société MICHEL LOGISTIQUE SAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Services des Archives Départementales de la Côte d'Or ;
- M. le Maire de la commune de LONGVIC ;
- M. le Directeur de la société MICHEL LOGISTIQUE SAS.

Fait à Dijon le **05 SEP. 2016**

LA PRÉFÈTE
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général,


Serge BIDEAU